

# ROSA Newsletter

## Points de vue sur l'actualité Plan d'action du G20 Agricole : La lutte contre la volatilité des prix alimentaires en question

Le G20 Agricole qui s'est tenu les 22 et 23 juin s'est achevé par l'adoption d'un plan d'action. Il définit les priorités devant orienter les initiatives prises par les pays du G20 pour lutter contre la volatilité des prix et l'insécurité alimentaire<sup>1</sup>. Ces propositions seront soumises aux chefs d'Etat et de gouvernement en novembre 2011 à Cannes.

Dans cet entretien, Benoît Daviron du CIRAD<sup>2</sup> revient sur les recommandations issues du G20 agricole et s'interroge sur la pertinence des mesures proposées au regard des enjeux actuels. Ayant participé à une étude sur la volatilité des prix dans le cadre des travaux du HLPE, il porte un regard croisé entre ce qui est proposé par le G20 et les analyses et recommandations qui se dégagent de ce rapport<sup>3</sup>.

**Ce plan d'action est le résultat de négociations entre les Ministres de l'Agriculture des pays du G20. Il reflète un consensus sur les mesures prioritaires à adopter pour lutter contre la volatilité des prix. Quels sont, à votre avis, les avancées concrètes et les faiblesses de ces propositions ?**

Le plan d'action souligne que la sécurité alimentaire reste une question essentielle pour la communauté internationale. Toutefois, plusieurs questions essentielles ont été laissées de côté par cet accord.

Il existe un large consensus sur la nécessité de relancer les investissements agricoles pour stimuler la production agricole et répondre à une demande croissante. Selon différentes sources, la consommation des denrées alimentaires pourrait augmenter de 70%, d'ici 2050. De prime abord, la conclusion à tirer est qu'il faudrait augmenter la production. Néanmoins, cela pose des problèmes

d'ordre divers (social, économique et environnemental). Un accroissement des investissements agricoles est donc essentiel mais doit avant tout contribuer à favoriser un modèle d'agriculture écologique, comme proposé dans l'étude du HLPE. Aussi, faudra-t-il que les pays développés intègrent l'objectif de freiner la demande alimentaire, tant sur la consommation humaine qu'à des fins industrielles. Les problèmes sur les marchés agricoles sont étroitement liés aux changements structurels qui ont eu lieu du côté de la demande. C'est là où l'accent doit être mis pour lutter efficacement contre la volatilité des prix alimentaires. D'ailleurs, les propositions du G20 restent timides par rapport à la question des biocarburants qui est l'un des facteurs moteurs de la hausse des prix des produits agricoles.

Sur la question de l'information et la transparence des marchés, les mesures avancées par le G20 restent d'ordre technique. Or, cette question est éminemment politique. Il y a une multitude des sources disponibles sur les marchés mais l'information reste une question très sensible, comme par exemple celles sur les stocks, publics ou privés. Quels sont les mesures incitatives et réglementaires permettant d'encourager les principaux acteurs des marchés à partager leurs données ?

**Concernant l'atténuation des effets négatifs de la volatilité des prix, le plan d'action met l'accent sur le développement des outils de gestion des risques et les réserves alimentaires humanitaires d'urgence. Quelle est l'efficacité de ces mesures ?**

Il faut rester prudent sur les instruments de gestion des risques axés sur le marché. D'une part, ces mécanismes sont promus depuis une vingtaine d'années avec des résultats mitigés quant à leur mise en œuvre. D'autre part, il faut veiller à ne pas renforcer davantage les pouvoirs des acteurs du secteur financier. Sur la question de la régulation des marchés financiers agricoles, le G20 Agricole n'a pas apporté des réponses concrètes. Ce sont donc les Ministres des Finances et les Gouverneurs des banques centrales qui formuleront des recommandations de régulation et de supervision dans ce domaine.

<sup>1</sup> Le plan d'action définit cinq priorités : i) améliorer la production et la productivité agricoles, ii) renforcer l'information et la transparence des marchés, iii) renforcer la coordination internationale ; iv) améliorer et développer des outils de gestion des risques ; et, iv) améliorer le fonctionnement des marchés dérivés des matières premières.

<sup>2</sup> Chercheur au CIRAD (Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement) et chef de l'équipe en charge de préparer l'étude sur la volatilité des prix pour le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE – High Level Panel of Experts) du Comité de Sécurité Alimentaire (CSA).

<sup>3</sup> En octobre 2010, le CSA a demandé au HLPE de mener cette étude et d'en présenter les résultats lors de la prochaine session du CSA (octobre 2011).

Les discussions autour des stocks restent très controversées. Dans le rapport préparé pour le HLPE, nous préconisons des interventions visant à la fois i) une meilleure coordination internationale des politiques de stockage afin d'éviter les flambées des prix des denrées alimentaires et ii) des mesures permettant de stabiliser les prix au niveau national et

en fonction des besoins de chaque pays. Sur cette question, il y a nécessité d'avoir une approche moins dogmatique, plus pragmatique. La mise en place des réserves humanitaires et des stocks régulateurs peuvent être des stratégies complémentaires. L'essentiel est qu'elles soient intégrées aux stratégies de sécurité alimentaire de manière plus large.

## Agenda

### Evénements passés

- **Atelier régional « Optimiser l'impact nutritionnel des interventions de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest »** (24-27 mai, Dakar) : A l'initiative du Groupe de Travail pour la Nutrition de l'Afrique de l'Ouest, cet atelier a été organisé par trois de ses membres : la FAO, l'ONG ACF et le programme REACH. Il s'est adressé aux décideurs et aux techniciens des pays de la région avec l'objectif de renforcer les liens et créer des synergies permettant d'améliorer l'impact nutritionnel des interventions de sécurité alimentaire. Il y avait donc un enjeu fort de renforcement des capacités autour de la question de l'intégration de ces deux domaines d'intervention, et ce tout au long du cycle de projet (programmation, mise en œuvre et suivi). [>>>](#)
- **Symposium sur la protection sociale en Afrique subsaharienne. Nouvelles opportunités de développement social** (23-25 mai, Johannesburg) Afin de tirer un bilan des évolutions récentes dans le domaine de la protection sociale et de discuter des pistes pour le futur, le Centre pour le développement social en Afrique (CSDA) a hébergé un symposium international sur la protection sociale en Afrique subsaharienne. [>>>](#)
- **La volatilité des prix agricoles et alimentaires. Perspectives africaines** (14-15 juin, OCDE, Paris) : À la veille de la réunion des Ministres de l'agriculture du G20, le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) a invité des représentants africains et des experts à présenter leurs points de vue sur l'impact de la volatilité des prix sur les économies africaines afin de rechercher des solutions pratiques et des options politiques au regard du contexte africain. Les participants de pays du Nord et du Sud ont formulé un ensemble de recommandations. [>>>](#)

### Evénements à venir

- **29 juin** : Séminaire de la CE sur le développement rural et l'agriculture (DRA) : « Les enjeux clés du DRA » – Bruxelles [>>>](#)
- **4 juillet** : Séminaire de la CE sur le DRA : « Les filières dans le DRA » - Bruxelles [>>>](#)
- **18-20 juillet** : Formation de la CE « Agir en situation de transition » - Bruxelles [>>>](#)
- **12-13 septembre** : Table ronde sur les estimations chiffrées liées à la sécurité alimentaire - Rome (Italie) [>>>](#)
- **4-6 octobre** : 4<sup>ème</sup> Conférence sur la sécurité alimentaire mondiale de l'Université McGill - Montréal (Canada) [>>>](#)
- **18-22 octobre** : 37<sup>ème</sup> session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (CSA) - Rome (Italie)
- **3-4 novembre** : Sommet du G20 (France) [>>>](#)
- **28 novembre-9 décembre** : 17<sup>ème</sup> Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17) - Durban (Afrique du Sud)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)



## Nouvelles de la Commission

- **Lutter contre la malnutrition dans le cadre de l'action extérieure de l'UE. Vers une approche intégrée des différents secteurs et modalités d'aide.** Ce document de référence de l'UE est désormais disponible en anglais (la version française sera bientôt en ligne). Il vise à apporter des changements au niveau des programmes d'aide afin qu'ils puissent prévenir de manière efficace la malnutrition. Il s'agit d'un guide pratique qui facilite l'intégration des objectifs nutritionnels dans les secteurs concernés et à travers les

différents modes de financement de l'Union Européenne, tant du côté de la coopération au développement comme de la réponse humanitaire. Ce document a été préparé par le Service Conseil Nutrition. Sa préparation a été coordonnée par, et avec les inputs, des représentants de la France, l'Allemagne, l'Irlande, la Pologne et le Royaume-Uni ainsi que des différents services de la Commission Européenne.

Des modifications et des adaptations pourront être apportées si nécessaire. Pour aider à ce travail, tous vos commentaires, questions et suggestions sont les bienvenues et peuvent être envoyées à EuropeAid à l'adresse suivante: [>>>](mailto:DEVCO-Nutrition-Support@ec.europa.eu)

## Actualités du réseau

### Nouvelles ressources en ligne

- **Situation alimentaire et nutritionnelle**

*Cultiver un avenir meilleur, Oxfam - 2011*

S'appuyant sur l'expérience et les recherches d'Oxfam et de ses partenaires, ce rapport souligne que le système alimentaire au niveau mondial est à la fois responsable et victime des crises récentes. Il plaide pour un changement d'orientation, notamment dans la gestion des crises, dans la restructuration de l'agriculture et dans la gestion de l'environnement >>>

*Cartographie des progrès : Les bases d'un nouveau regard sur le développement, ODI - 2011*

Ce rapport souligne les progrès réalisés (plutôt que les échecs) en termes de développement dans 24 pays, et explique comment ces progrès ont été réalisés. Des études de cas étudient un ensemble de secteurs. Une attention particulière a été donnée à certains pays qui se détachent de la base, mais ne constituent pas nécessairement des "réussites" au sens commun du terme, ainsi qu'aux pays dont les progrès pourraient être surprenants pour beaucoup. Le document explique sa vision du "progrès", puis étudie un à un les différents facteurs du progrès : le leadership entre les acteurs (les réformateurs, les constructeurs de la nation, les innovateurs), des politiques plus adaptées et plus efficaces, la construction d'institutions pour le développement, et des partenariats forts avec les partenaires internationaux. Enfin, le rapport présente les défis qui se posent face à de nouvelles avancées. >>>

*Faiblesse des rendements et potentiels de croissance en Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale, IFPRI - 2011*

Ce rapport identifie un ensemble de priorités de développement dans le secteur de l'agriculture en Afrique de l'Ouest pour promouvoir la croissance dans la région. Le rapport propose des politiques publiques et des investissements indispensables afin de stimuler la productivité d'activités ciblées. **Ce document est en anglais.** >>>

- **Nutrition**

*Placer la nutrition à l'agenda politique, formuler et mettre en œuvre les politiques de nutrition : Enseignements tirés de l'initiative "Mainstreaming nutrition", D. Pelletier et al., - Février 2011*

Cet article présente les résultats de cinq études de cas (Bangladesh, Bolivie, Guatemala, Pérou et Vietnam) qui ont été réalisées dans le cadre de l'initiative « Mainstreaming nutrition ». Ils visent à identifier les facteurs qui peuvent influencer le processus de décision politique en matière de nutrition, en particulier en ce qui concerne l'engagement politique, la priorisation de la nutrition dans l'agenda politique, la formulation des politiques et leur mise en œuvre. Les expériences de ces pays permettent de tirer quelques enseignements pour l'action future. Une attention particulière doit être portée au renforcement des capacités stratégiques et de gestion. Cet article est disponible en anglais avec un accès payant. >>>

*Les impacts des projets agricoles sur la nutrition et la sécurité alimentaire : Une revue des expériences, The Infant & Young Child Nutrition Project, USAID - 2011*

Cette courte revue de la littérature résume les résultats d'études réalisées ces 30 dernières années, qui ont eu pour objectif d'évaluer l'impact des projets agricoles sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Les éléments essentiels d'un projet réussi sont soulignés tout au long du document. La première partie s'intéresse aux effets des projets et politiques agricoles sur la sécurité alimentaire des ménages. Elle fait des recommandations afin de s'assurer d'effets positifs. La deuxième partie évalue les effets des actions sur la nutrition des ménages. En conclusion, le rapport souligne que les projets agricoles peuvent être orientés de façon à réduire l'insécurité alimentaire, et ainsi de réduire éventuellement la malnutrition. Il insiste sur le besoin de sensibiliser les concepteurs de projets agricoles à ce potentiel, ainsi que le personnel des organisations internationales et des gouvernements qui travaillent sur ces sujets. **Document en anglais.** >>>

➤ **Transferts sociaux et accès à l'alimentation**

*De la parole aux actes : Les transferts sociaux et les dynamiques de genre, Oxfam GB, Concern Worldwide - 2011*

Ce rapport s'intéresse aux impacts des programmes de transferts monétaires sur les dynamiques de genre au sein des ménages et des communautés. Il répond à des interrogations sur la réalité d'effets bénéfiques sur le genre des programmes de transferts monétaires, en l'absence de données permettant d'affirmer la réalité de tels effets positifs. Cette étude s'est basée sur une revue documentaire, des évaluations de programmes d'ONG et trois cas d'étude pays : l'Indonésie, le Kenya et le Zimbabwe. Chacun des programmes ciblaient les femmes comme groupe principal de bénéficiaires. L'étude conclut que, globalement, les transferts sociaux ont eu des effets positifs sur les femmes, bien que les effets exacts dépendent des contextes locaux. Les relations à l'intérieur du ménage se sont globalement améliorées et il semblerait que ces améliorations se poursuivent au-delà de la fin de l'intervention. Cependant, l'étude révèle aussi les limites de ces programmes. En particulier, les relations communautaires ne se sont pas améliorées. Au contraire, elles ont parfois empiré. Le rapport propose des recommandations à l'endroit de divers acteurs. >>>

➤ **Liens externes**

*Bulletin de veille d'Inter-réseaux développement rural n°177 - Juin 2011*

Désormais disponible. Ce bulletin comprend de nombreuses références autour de la volatilité des prix, de la régulation des marchés et du G20 agricole, mais aussi sur les agrocarburants, le foncier, le pastoralisme, les filières, les exploitations agricoles familiales, etc. Ce bulletin peut être consulté sur le site web d'Inter-réseaux : <http://www.inter-reseaux.org/bulletin-de-veille/article/bulletin-de-veille-special-6651www.inter-reseaux.org>

## Activités du réseau

- **Un forum de discussion sur le plan d'action du G20 pour lutter contre la volatilité des prix et l'insécurité alimentaire** : Si vous souhaitez y contribuer, rendez-vous à l'espace Forum > Forums publics > Plan d'action du G20. Ces échanges permettront de partager des éléments d'analyse et de compréhension communs sur la lutte contre la volatilité des prix et sur le plan d'action proposé, en particulier sur deux mesures proposées : le développement des outils de gestion des risques liés à la volatilité des prix et le projet pilote de réserves humanitaires d'urgence.
- **Questionnaire** : Un système de suivi-évaluation des activités du réseau se met en place. Dans ce cadre, un questionnaire en ligne vous a été envoyé afin d'évaluer l'utilisation des services et outils proposés par le ROSA et votre degré de satisfaction par rapport à ces services. Il s'organise autour de trois grands objectifs du réseau : i) la diffusion de l'information, ii) la valorisation des connaissances des membres et iii) le dialogue, la discussion et le débat entre membres. Le questionnaire est court, il vous faudra moins de 10 minutes pour le remplir. Vos retours sont attendus pour le 28 juillet.

➤ **Séance d'information sur le cadre commun humanitaire-développement :**

Quels sont les objectifs de ce cadre commun humanitaire-développement (JHDF – Joint Humanitarian-Development Framework ) ? Quels sont les acteurs impliqués ? Quel processus proposé pour une élaboration conjointe de ce JHDF ? Autant de questions abordées dans une présentation vidéo préparée conjointement par ECHO et EuropeAid et mise en ligne sur le site du ROSA. Un forum de discussion est ouvert sur le site du ROSA. Vous pouvez poser vos questions ou nous faire part de vos commentaires sur le JHDF jusqu'au 27 juillet. Jacques Prade (ECHO) et Laura Gualdi (EuropeAid) pourront vous répondre via le forum. Toutes les réponses seront postées sur le site le 29 juillet au matin.

*Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.  
Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid.  
Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.*